



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Projet de rapport

Rapporteuse: Simona **Marin** (Roumanie)

Additif

Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues

1. À ses troisième et quatrième séances tenues les 13 et 14 mars, la Commission a examiné le point 4 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues:

- a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
- b) Organe international de contrôle des stupéfiants;
- c) Coopération internationale pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement;
- d) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.”

2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Directeur exécutif sur les mesures visant à promouvoir une disponibilité suffisante des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite (E/CN.7/2012/9);

b) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale contre l'administration dissimulée de substances psychoactives pour commettre des agressions sexuelles et autres actes criminels (E/CN.7/2012/13);



c) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011 (E/INCB/2011/1);

d) Précurseurs et produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes: Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011 sur l'application de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (E/INCB/2011/4);

e) Autorités nationales compétentes au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (ST/NAR.3/2011/1).

3. Des déclarations liminaires ont été faites par le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (au titre des points 4 b) et c)) et par un représentant du Secrétariat (au titre du point 4 c)). Des déclarations ont été faites par les représentants du Danemark (au nom des États membres de l'Union européenne) et par l'observateur de l'Équateur (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes). Des déclarations ont également été faites par les représentants du Japon, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Thaïlande, de la Belgique, de la République de Corée, du Mexique, de l'Inde, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d') et de l'Australie.

4. Des déclarations ont par ailleurs été faites par les observateurs de la Slovaquie, de la Suisse, de Cuba, de l'Indonésie, de la Finlande et de Sri Lanka, ainsi que par les observateurs de la Commission européenne, de l'Organisation mondiale de la Santé, du Réseau juridique Canadien VIH/sida, de l'Association internationale de réduction des risques et de l'Union internationale contre le cancer.

Délibérations

1. Modifications du champ d'application du contrôle des substances

5. Certains orateurs se sont dits particulièrement préoccupés par l'augmentation de l'usage illicite de kétamine et ont fait valoir que cette substance devrait être placée sous contrôle international. De nombreux orateurs ont noté qu'il était difficile de lutter contre l'usage illicite naissant de substances psychoactives non placées sous contrôle international et ont demandé que des efforts supplémentaires soient engagés dans ce contexte; ils ont toutefois pris bonne note des mesures nationales et régionales qui avaient été mises en place.

2. Organe international de contrôle des stupéfiants

6. De nombreux orateurs ont accueilli avec satisfaction les travaux de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et ont exprimé leur soutien à cet égard. Ils ont souligné le rôle crucial de l'OICS dans le suivi et la promotion de l'application des conventions internationales relatives au contrôle des drogues. De nombreux orateurs se sont félicités du dialogue en cours entre les États Membres et l'OICS, y compris par le biais des missions de ce dernier.

7. De nombreux orateurs se sont déclarés satisfaits des rapports de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Se référant au chapitre thématique du

rapport de l'OICS pour 2011 qui abordait le problème des drogues auquel certaines communautés marginalisées étaient confrontées, plusieurs orateurs ont recommandé qu'une plus grande attention soit portée à cette question. Deux orateurs ont demandé des précisions sur certains aspects de ce rapport.

8. La Commission a pris note des efforts engagés par l'OICS pour fournir aux pays en temps voulu des informations sur les importations et les exportations de substances placées sous contrôle international et de son rôle clef dans les mesures visant à faciliter l'offre de ces substances à des fins licites tout en empêchant leur détournement. La Commission a aussi encouragé les gouvernements à veiller à communiquer à l'OICS des informations en temps voulu conformément aux conventions relatives au contrôle des drogues. De nombreux orateurs ont pris acte des progrès réalisés par l'OICS et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), en collaboration avec les États Membres, dans la mise en place d'un système électronique d'autorisation des importations et exportations de substances placées sous contrôle international. De nombreux orateurs ont exprimé leur soutien à la poursuite de ces travaux et à la mise en service rapide du système car cela permettrait d'accélérer l'échange des autorisations électroniques d'importation ou d'exportation entre les autorités nationales compétentes des pays importateurs ou exportateurs et faciliterait la tâche des gouvernements qui sont tenus de présenter des informations à l'OICS.

9. On a mentionné la hausse de l'usage illicite de substances non placées sous contrôle international et les problèmes posés par les cyberpharmacies illégales.

10. Certains orateurs ont appelé l'attention sur la progression du mésusage de médicaments soumis à prescription, ainsi que sur l'utilisation de substances placées sous contrôle en vue de commettre des agressions sexuelles et d'autres infractions.

11. Il a été pris acte du rôle que jouait l'OICS en tant que point de contact au niveau mondial pour faciliter les initiatives de contrôle des précurseurs. La Commission a d'ailleurs noté qu'il fallait accroître le recours au Système électronique d'échange de notifications préalables à l'exportation (PEN Online) et encouragé les pays qui ne l'utilisaient pas encore à le faire. Certains orateurs ont noté l'utilisation croissante de préprécurseurs et la fabrication de précurseurs chimiques à l'aide de substances non placées sous contrôle international. Des orateurs ont relevé certaines tendances dans le détournement de préparations pharmaceutiques contenant de la pseudoéphédrine ou de l'éphédrine et engagé la communauté internationale à prendre des mesures supplémentaires pour empêcher un tel détournement.

12. On a donné des exemples de mesures de contrôle des drogues prises au niveau national et certains orateurs ont souligné la nécessité d'une assistance technique à cet égard. De nombreux orateurs ont réaffirmé qu'il importait d'adhérer aux conventions internationales relatives au contrôle des drogues et de les appliquer, car elles constituaient la pierre angulaire du régime international de contrôle des drogues, et appelé à renforcer la coopération internationale en la matière, reconnaissant la pertinence du principe de responsabilité partagée.

3. Coopération internationale pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement

13. De nombreux orateurs se sont félicités des travaux utiles réalisés par l'OICS et l'UNODC en vue d'assurer la disponibilité de drogues à des fins médicales et scientifiques. Certains orateurs ont noté avec préoccupation que, dans beaucoup de pays, les patients devant recevoir un traitement de la douleur n'avaient pas accès aux analgésiques ou y avaient un accès limité et ont appelé à prendre des mesures supplémentaires à cet égard. On a cité des exemples de pays qui avaient mis en place avec succès des politiques destinées à améliorer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes, tel qu'indiqué dans le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011. On a noté la publication, par l'OICS et l'Organisation mondiale de la Santé, du guide sur l'évaluation des besoins en substances placées sous contrôle international. En outre, on a estimé qu'il importait que les laboratoires de criminalistique disposent d'échantillons d'essai et de référence et pris note des recommandations formulées par l'OICS dans ce domaine. L'attention a été appelée sur les obstacles auxquels faisaient face les personnes ayant besoin d'analgésiques. On a considéré qu'il fallait recueillir davantage d'informations à ce sujet. On a salué, à cet égard, le projet de questionnaire proposé par l'UNODC pour évaluer les obstacles qui entravaient l'accès aux analgésiques et invité tous les États Membres à donner leur avis sur ce point.

4. Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues

14. Le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé a fait référence au Comité d'experts de la pharmacodépendance de son organisation, qui n'avait pas été convoqué, depuis 2006, pour évaluer des substances en vue de leur éventuelle inscription aux tableaux de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes. Il a informé la réunion que l'OMS convoquerait la 35^e session du Comité d'experts en juin 2012, afin de débattre de questions urgentes relatives à l'inscription aux tableaux de substances comme la kétamine, et qu'elle envisageait de tenir la 36^e session en 2013 afin de traiter d'autres questions en suspens.